

domaine de notre instruction élémentaire s'est fait aussi fortement sentir.

Vos devanciers, à force d'énergie, de dévouement et de travail, ont su fonder, perfectionner et maintenir l'organisation scolaire dont notre province fut dotée au temps de l'Union, grâce aux efforts conjoints des autorités religieuses et civiles. D'après cette organisation, chacun des trois grands éléments qui constituent toute véritable société, l'Église, la Famille, et l'État, exerce librement ses droits respectifs pour le plus grand bien de la communauté.

Mais, M. le Surintendant, vous le savez déjà, le principal facteur de notre système pédagogique, le corps enseignant, n'est pas organisé sur des bases rationnelles, et nullement rétribué en raison des services précieux qu'il rend à la nation entière. On en est encore à discuter l'opportunité de classer les instituteurs et les institutrices d'après le nombre d'années consacrées à l'enseignement et suivant le mérite professionnel; on convient bien, dans toutes les classes de la société, que l'éducateur n'est pas suffisamment payé chez nous; mais, chose singulière, ce généreux aveu qui se trouve sur les lèvres et au bout de la plume de tous et de chacun, se traduit rarement par des actes effectifs. Nous ne récriminons pas, M. le Surintendant, nous nous permettons de constater un fait public, nous dirons plus, un fait officiel.

Certes, si l'instituteur canadien-français en est encore réduit à réclamer, non pas le superflu, mais le strict nécessaire, ce n'est pas la faute de MM. Meilleur, Chauveau et Ouimet, qui ont vaillamment et toujours plaidé la cause du maître d'école. Nous comprenons que notre population s'est trouvée dans des conditions particulières, et qu'elle n'a pu, à l'instar de certains autres pays, faire de grands sacrifices en faveur de l'éducation de la jeunesse. De 1759 à 1840, il a fallu subsister au prix d'un labeur ardu, conserver et reconquérir, à la pointe de la charrue, notre patrimoine national; de 1840 jusqu'à ces dernières années, nos gouvernements employèrent presque toutes les ressources du pays à coloniser, à construire des chemins fer et des routes rurales indispensables aux enfants du sol.

Aujourd'hui, les circonstances ne sont plus

les mêmes. Nous possédons une organisation gouvernementale complète, des voies et des moyens de communication amplement suffisants. L'heure est donc arrivée pour notre province de songer au développement intellectuel du peuple, à sa formation religieuse et sociale, au risque de voir s'écrouler les institutions patriotiques que nous ont léguées les grands législateurs de l'époque constitutionnelle.

Si nous nous adressons à vous avec autant de franchise, M. le Surintendant, c'est que nous reconnaissons en notre nouveau chef un protecteur autorisé et nous ajouterons: un ami sincère et dévoué.

Nous avons dit un ami sincère; permettez-nous de rappeler ici un fait qui prouvera que notre assertion n'est nullement avancée à plaisir. C'était au cours de l'été 1893, à l'époque où la grande exposition de Chicago faisait fureur. Des milliers de Canadiens-français eurent l'avantage de profiter de ce concours universel, et parmi eux se trouvait un visiteur, homme d'État, et journaliste tout à la fois. Ce visiteur, après avoir jeté un coup d'œil émerveillé et étonné sur la Grande Place d'Honneur du World's fair, après avoir admiré, à l'ombre des lambris gigantesques du Péristyle colombien, l'immensité azurée du lac Michigan, parcouru les riches palais qui couvraient alors le parc Jackson, ce visiteur, disons-nous, se dirigea vers les galeries de la féérique bâtisse des Manufactures et Arts libéraux. Dans ces galeries se trouvaient les différentes expositions pédagogiques faites par la plupart des pays du monde. Tout au nord de l'exposition scolaire, un élégant pavillon attirait les regards, grâce à un éclatant tricolore qui lui servait d'enseigne: c'était l'exposition scolaire de Québec. Le journaliste canadien éprouva bien du bonheur à constater les efforts heureux que nos collèges, nos couvents, nos écoles normales et nos maisons de Frères avaient faits en vue de l'Exposition américaine.

Mais cet homme, contrairement à tant d'autres de ses confrères, fit plus; il daigna s'abaisser—pour parler plus juste, suivant l'expression du grand polémiste français—il voulut s'élever jusqu'au maître d'école de campagne, en feuilletant consciencieusement les cahiers modestes des jeunes élèves des